



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 10 JAN. 2018

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

ARRETE

**instituant des servitudes d'utilité publique
sur le site anciennement exploité par DORLYL SNC
20, rue Jean Jaurès à MEYZIEU**

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône*

- VU le code de l'environnement, notamment les articles L 515-8 à L 515-12 et R 515-31-1 à R 515-31-7 ;
- VU l'arrêté ministériel du 3 décembre 2015 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;
- VU l'arrêté interpréfectoral du 26 février 2014 portant approbation de la révision du plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération lyonnaise ;
- VU le plan régional d'élimination des déchets dangereux Rhône-Alpes (PREDD) approuvé par le conseil régional les 21 et 22 octobre 2010 ;
- VU le plan interdépartemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux du Rhône et de la Métropole de Lyon approuvé le 11 avril 2014 ;
- VU les arrêtés préfectoraux du 26 avril 2010 et 21 août 2011 imposant des prescriptions relatives à la surveillance des eaux à la société ARKEMA France (anciennement DORLYL SNC), dans le cadre de la cessation d'activité de l'établissement exploité 20, rue Jean Jaurès à MEYZIEU ;
- VU la demande du 14 février 2011 présentée par la société ARKEMA France en vue d'instituer des servitudes d'utilité publique sur le site anciennement exploité 20, rue Jean Jaurès à MEYZIEU ;
- VU le rapport de synthèse du 27 octobre 2017 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques exprimé dans sa séance du 23 novembre 2017 ;

CONSIDERANT que l'arrêté préfectoral du 26 avril 2010 modifié imposait à la société ARKEMA France, pour le site qu'elle exploitait 20, rue Jean Jaurès à MEYZIEU, la surveillance des eaux souterraines et la réalisation d'un plan triennal de surveillance ;

CONSIDERANT la pollution aux PCB et en étain constatée sur 4 sources (section BP parcelles n°64 et n°65) ;

CONSIDERANT par ailleurs, que les mesures prises par la société ARKEMA France, notamment l'excavation des terres polluées, ont permis de valider la compatibilité du site avec un usage futur industriel ;

CONSIDERANT donc que pour contenir les sources de pollution sur les parcelles n°64 et n°65, il y a lieu d'instaurer des servitudes d'utilité publique sur les terrains susmentionnés ;

CONSIDERANT, qu'il convient dès lors de faire application des dispositions des articles L 515-8 à L 515-12 et R.515-28 du code de l'environnement susvisé ;

CONSIDERANT que les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du code de l'environnement susvisé sont garantis par l'institution de servitudes d'utilité publique ;

SUR proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1 – Servitudes d'utilité publique

Des servitudes d'utilité publique, dont la nature est définie ci-après, sont instituées sur les parcelles cadastrales mentionnées à l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 2 – Parcelles cadastrales concernées

Les servitudes instaurées par le présent arrêté concernent les parcelles cadastrales suivantes :

- Commune de MEYZIEU :
 - section BP parcelle n°64 ;
 - section BP parcelle n°65 ;

Ces parcelles figurent sur le plan annexé au présent arrêté.

ARTICLE 3 – Nature des servitudes

L'ensemble du site a été remis en état pour permettre un usage industriel (par rapport à la configuration et à l'usage des bâtiments au moment de la cessation d'activité).

Prescription n° 1 : dispositifs constructifs

Les surfaces imperméabilisées par des dallages, enrobés ou autres sont maintenues couvertes en bon état au droit des zones polluées.

En cas de travaux impliquant la réalisation d'affouillement ou de creusement de toute nature de ces surfaces imperméabilisées, un protocole de gestion est réalisé préalablement aux travaux pour définir les mesures à prendre afin d'éviter tout contact potentiel avec les terres souterraines ou les matériaux susceptibles d'être pollués.

En particulier, la réalisation de ces opérations fait l'objet de mesures de précautions adaptées pour protéger la santé et la sécurité des différents intervenants. Les terres ou matériaux excavés sont éliminés dans des filières de traitement appropriées et dûment autorisées. Les documents justificatifs des mesures d'élimination sont conservés.

Prescription n° 2 : ouvrages de suivi des eaux souterraines

Les ouvrages de surveillance de la nappe PZ1 bis, PZB bis et PZC bis tels que présentés dans le plan annexé au présent arrêté sont maintenus en état. En cas de destruction de ces ouvrages, ils sont restaurés ou réimplantés à l'identique au frais du nouvel exploitant ou propriétaire et selon les normes en vigueur.

L'accès à ces ouvrages est maintenu aisé et ouvert aux personnes en charge de l'échantillonnage et de l'entretien.

ARTICLE 4 - Changement d'usage

Tout projet remettant en cause les conditions d'exploitation des surfaces imperméabilisées, de changement d'usage du site nécessite une étude préalable caractérisant les risques éventuels liés à la présence de polluants résiduels ou de déchets pour le projet envisagé.

Cette étude est à la charge du porteur du projet de changement d'usage et devra être conduite selon l'état de l'art et la réglementation en vigueur.

Le changement d'usage ne peut être autorisé par l'autorité compétente en matière d'urbanisme que si cette étude démontre l'absence de risque inacceptable pour l'usage considéré, le cas échéant après la mise en œuvre des mesures de gestion appropriées.

ARTICLE 5 - Information des tiers

Si les parcelles considérées font l'objet d'une mise à disposition à un tiers, à titre gratuit ou onéreux, le propriétaire informe les bénéficiaires sur les restrictions d'usage visées à l'article 3 du présent arrêté.

En cas de mutation à titre gratuit ou onéreux des parcelles considérées, le propriétaire informe les occupants sur les restrictions d'usage visées à l'article 3 ; ces derniers ayant l'obligation de les respecter en lieu et place.

ARTICLE 6 – Transcription

En application de l'article L.515-10 du Code de l'environnement, des articles L.121-1 et L.126-1 du Code de l'urbanisme, les présentes servitudes sont annexées aux documents d'urbanisme.

ARTICLE 7 – Levées des servitudes

Les présentes servitudes ne peuvent être modifiées ou levées qu'après application de la procédure réglementaire applicable à l'institution de telles servitudes au moment de la demande de modification ou de levée.

ARTICLE 8 - Indemnisation

Les servitudes instituées par le présent arrêté peuvent faire l'objet d'une indemnisation conformément à l'article L.515-11 du Code de l'environnement.

ARTICLE 9 - Publicité

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de MEYZIEU et à la direction départementale de la protection des populations (service protection de l'environnement – pôle installations classées et environnement) et pourra y être consultée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Le même extrait sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée identique.

Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 10 – Délais et voies de recours

Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif ; le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et les tiers à compter de sa publication ou de son affichage.

ARTICLE 11 - Exécution

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

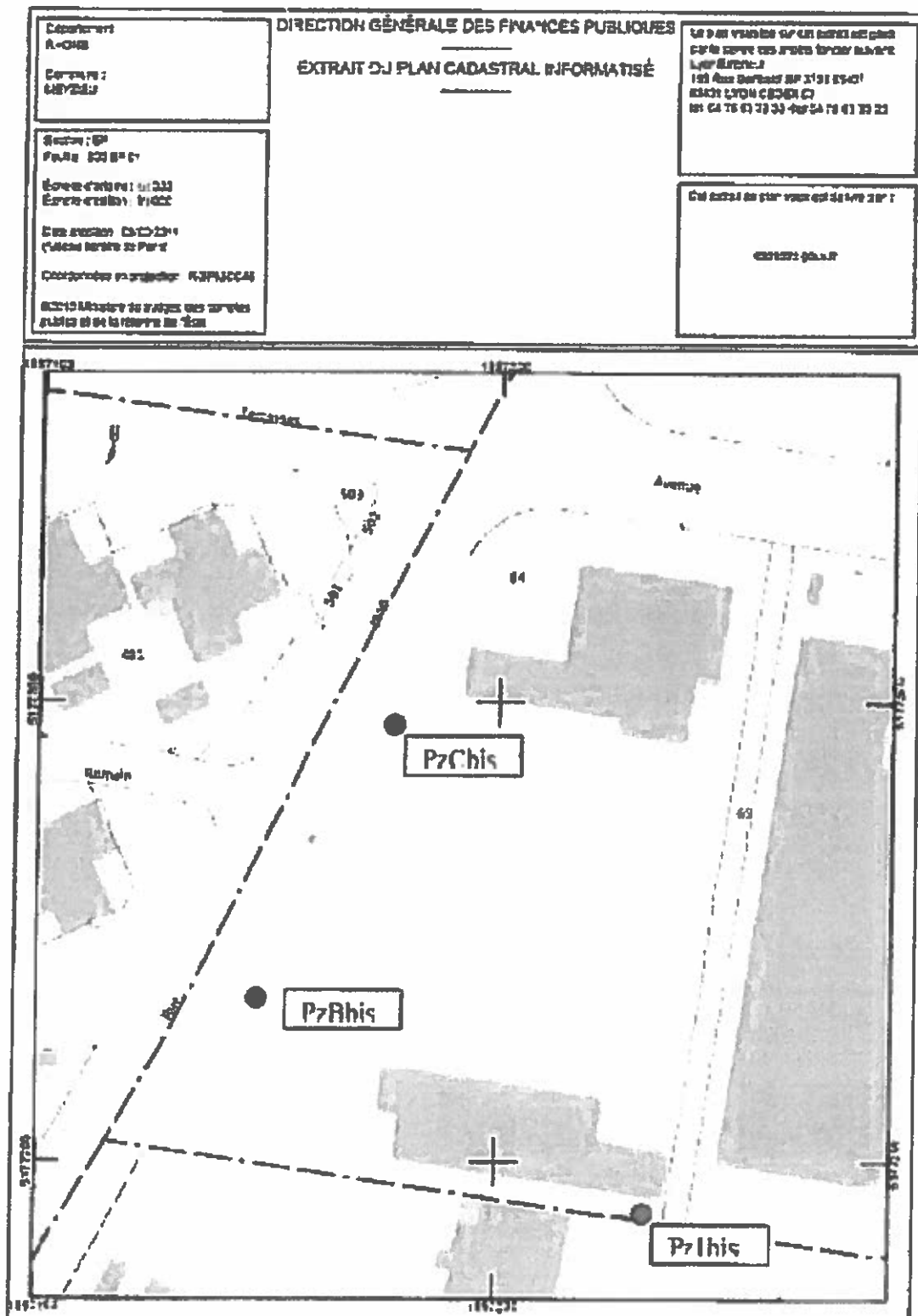
- au maire de MEYZIEU, chargé de l'affichage prescrit à l'article du présent arrêté,
- au conseil municipal de MEYZIEU,
- au directeur de la sécurité et de la protection civile,
- au directeur départemental des territoires,
- au délégué territorial du Rhône de l'Agence régionale de santé,
- à la société ARKEMA France,
- à la Métropole de Lyon,
- au propriétaire des parcelles concernées.

Lyon, le 10 JAN. 2010

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, chargée de mission
Secrétaire Générale Adjointe

Amel HAFID

Annexe – Plan des parcelles et localisation des ouvrages de suivi



VU POUR ETRE ANNEXÉ A L'ARRÊTÉ
PRÉFECTORAL DU 19 0 JAN. 2010,

LE PRÉFET.
Pour le Préfet
La Sous-Préfète chargée de mission
Secrétaire Générale Adjointe

Amel HAFID

